

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4.3	
OS 1 Appuyer l'organisation du processus électoral avec ses différentes composantes et acteurs. Subventions (gestion directe) - cf section 4.4.1. Gestion indirecte avec une entité ayant passés les piliers – cf. section 4.4.4 Gestion indirecte avec une entité ayant passés les piliers – cf. section 4.4.5	800 000 4 000 000 10 000 000
OS 2 Soutenir les acteurs clés de la transition, en particulier l'organe législatif (Conseil National de la Transition), la société civile et les media pour faciliter un processus inclusif et constructif. Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.2	4 000 000
OS 3 Appuyer la lutte contre la corruption et l'impunité en promouvant la transparence et la redevabilité Subventions (gestion directe) – cf. section 4.4.3 Gestion indirecte avec une entité ayant passés les piliers – cf. section 4.4.6	1 000 000 4 500 000
Subventions — enveloppe totale des sections 4.4.1- 4.4.2 et 4.4.3	5 800 000
Gestion indirecte - enveloppe totale des sections 4.4.1 - 4.4.5 et 4.4.6	18 500 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	200 000
Provision pour dépenses imprévues	500 000
Totaux	25 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Le programme sera géré par un comité stratégique de pilotage en charge des décisions stratégiques, composé par des représentants de l'UE et de la/les autorité(s) guinéenne responsables ainsi que des acteurs clé de l'action (Etats membres en cas de TEI, représentantes d'organisations internationales, membres de la société civile, etc.). Dans chaque action, sera prévu un deuxième cadre de gestion, à niveau plus technique, pour le suivi de la mise en oeuvre de l'action. Du comité technique feront partie les representantes de l'UE, des autorités nationales, des Etats membres si concernés, de la/des entité(s) de mise en œuvre. A ce niveau les représentants des bénéficiaires finaux pourront aussi en faire partie.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et